

**DECISION DU MAIRE PRISE EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Objet : Autorisation d'occupation et signature d'une convention entre la Ville et l'association CMA PLEIN AIR pour la mise à disposition du local rue Elisée Reclus (13 impasse Mazier) sur la parcelle cadastrée AL7, à Aubervilliers**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-22 permettant à Madame le Maire d'exercer certaines attributions ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment l'article L. 2125-1 relatif aux conditions financières de la mise à disposition du domaine public ;

Vu la délibération n°118 du 03 octobre 2024 donnant au Maire délégation pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans qu'il s'agisse de biens mobiliers ou immobiliers ;

Vu la demande formulée par l'association CMA PLEIN AIR tendant à la mise à disposition du local Elisée Reclus (13 impasse Mazier) sur la parcelle cadastrée AL7, du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2026.

Considérant que l'association CMA PLEIN AIR à but non lucratif, concourt à une mission d'intérêt public local à Aubervilliers ; qu'il y a lieu de lui délivrer une autorisation d'occupation temporaire, à titre gratuit, du local Elisée Reclus (13 impasse Mazier) sur la parcelle cadastrée AL7, du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2026.

**DECIDE :**

**DELIVRE** une autorisation d'occupation du local Elisée Reclus dans les conditions susmentionnées et selon les dispositions prescrites par le conventionnement entre lesdites parties.

**APPROUVE** le projet de convention à conclure entre la Ville et l'association CMA PLEIN AIR.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document

nécessaire à l'exécution de la présente décision.

**DIT** que l'autorisation d'occupation devra faire l'objet d'une valorisation au titre d'une subvention en nature que l'association devra faire figurer dans son bilan comptable et que la Ville fera valoir au titre de sa contribution à la vie associative de la collectivité.

**DIT** que l'autorisation d'occupation est consentie du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2026.

**DIT** qu'en raison de la nature et de l'intérêt des activités de l'association, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

**DIT** que le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DIT** que la présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le département, au titre du contrôle de légalité.

**Reçue en préfecture le : 23/12/25**

**Accusé en préfecture :**

**93-219300019-20251222-Imc142429-CC-1-1**

**Publiée le : 23/12/25**

**Certifiée exécutoire : 23/12/25**

**Notifiée le : 23/12/25**

Fait à Aubervilliers le 22 décembre 2025

Karine FRANCKET

Maire d'Aubervilliers

Conseillère départementale



*En application des articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant la Maire ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL (7, rue Catherine PUIG – 93558 MONTREUIL Cedex). Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois.*